

20 ans après la Chute du mur de Berlin...

Entretien avec Jacqueline Hénard : Auteur de *Berlin-Ouest : histoire d'une île allemande. 1945-1989* (Editions Perrin, 2009), correspondante du *Tages-Anzeiger* à Paris et enseignante à Sciences Po.

1. Vous avez couvert pour la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* les événements de 1989. Quelle a été votre première réaction à la chute du mur de Berlin ? Quel était votre état d'esprit à l'époque et comment avez-vous vécu ces événements ? 20 ans après, quel regard portez-vous rétrospectivement, sur ce qui s'est passé en Europe centrale et orientale ?

A partir de 1986, j'ai été correspondante en Europe de l'Est pour la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ). Un rédacteur en chef clairvoyant estimait en effet que l'arrivée de Gorbatchev à la tête de l'URSS et la mise en œuvre de la perestroïka allaient faire évoluer la situation, non seulement en URSS mais dans toute l'Europe centrale et orientale. Cela m'a permis de découvrir ces pays avant « 1989 » et de voir la manière dont le changement allait progressivement se mettre en place. Si la liberté de parole était relativement restreinte dans la majorité des pays, excepté peut-être en Hongrie, on observait toutefois dans la société civile la disparition de la peur à l'égard du système politique, même dans des pays stalinien comme la Bulgarie et la Tchécoslovaquie. A côté des petits noyaux d'opposants bien délimités se mettaient en place des nuages insaisissables de gens qui voyaient que les choses ne pouvaient pas continuer tel quel. Des piliers de la société, comme l'intelligentsia « technique » par exemple, commençaient à dire leur scepticisme quant à la survie du système. Ainsi, dans des revues pour ingénieurs, on trouvait soudainement des analyses pertinentes sur l'état de délabrement du système.

Il faut savoir que « l'ouverture » hongroise du rideau de fer était clairement liée à des raisons financières, la Hongrie ne souhaitant pas engager les moyens nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires sur le rideau de fer.

A partir de l'été 1989, de nombreux Allemands de l'Est ont occupé des ambassades en Europe de l'Est, ce qui causait la surprise de nombreux habitants locaux. Ainsi, l'ambassade d'Allemagne à Prague a été envahie à deux reprises ; le gouvernement tchécoslovaque n'avait toutefois pas réagi au chaos suscité dans la ville. De son côté, la RDA laissait sciemment partir certaines personnes. Prague était d'accès facile car la Tchécoslovaquie était le seul pays de l'Est que les personnes originaires de RDA pouvaient atteindre sans visa.

Divers soubresauts en amont du 40^{ème} anniversaire de la création de la RDA, le 7 octobre 1989 donnaient le sentiment que les régimes de l'Est allaient s'effondrer. La Hongrie avait mis en place le multipartisme dès le printemps. La Pologne avait un Premier ministre non-communiste depuis le mois d'août. En Allemagne de l'Est, à partir du 25 septembre, les manifestants forment des cortèges de plus en plus nombreux, défilant tous les lundis à Leipzig pour réclamer davantage de liberté. Il n'empêche que personne ne savait si les protestations n'allaient pas tourner à la révolte et engendrer une répression sanglante. A l'Ouest, de nombreuses personnalités craignaient que la commémoration du 40^{ème} anniversaire ne tourne à la catastrophe.

2. Est-ce que vous vous souvenez du moment où vous avez appris la chute du mur de Berlin ?

J'étais à Vienne, devant la télévision, et j'étais comme hypnotisée par ces images qui passaient en boucle. J'étais émue autant que soulagée, parce que j'avais vécu de près les signes précurseurs de son effondrement. Mais je ne me suis pas précipitée pour aller voir sur place. Pour moi, il était clair que contrairement à d'autres pays d'Europe de l'Est, dans lesquels je travaillais alors depuis 3 ans, la RDA n'aurait pas de problème pour faire face à ce bouleversement car elle pourrait s'arrimer à la RFA. Ce rattachement était inévitable et n'était qu'une question de tension politique et de négociation. Il avait été préparé par le rapprochement de la RFA avec l'Union soviétique qui, à cette époque, souffrait d'une grave crise de ravitaillement et manquait cruellement de capitaux.

3. L'Allemagne s'apprête à fêter le 20ème anniversaire de la Chute du mur de Berlin. Avec le recul, comment les Allemands perçoivent-ils cet événement déclencheur de l'effondrement du bloc communiste et la perspective de la réunification ?

Avec le recul, on est devant le piège du télescopage : la Chute du mur et la réunification allemande apparaissent évidentes, alors qu'à l'époque, le lien entre les deux événements n'était pas envisagé.

La Chute du mur a été un véritable bouleversement, émotionnel mais aussi factuel. Cela se traduisait déjà par la difficulté de mettre un terme sur l'événement. Tous le qualifiaient un peu maladroitement de « Wahnsinn ! » (Folie !) et exprimaient beaucoup de gratitude d'avoir vécu cet événement, sans véritablement réussir à nommer ce qui se passait.

L'Allemagne cultivait alors peu de sentiments nationaux. La fête de l'unité allemande, fêtée en Allemagne de l'Ouest le 17 juin, en mémoire des événements à l'Est en 1953, était vidée de signification. Les hommes politiques tenaient des discours de circonstance, plus personne ne les écoutait. Elle n'a repris tout son sens qu'avec la chute du Mur et la réunification, le 3 octobre 1990. Le peuple allemand - pour autant qu'il y ait eu un peuple allemand à cette époque-là - avait presque oublié que l'unité était inscrite comme un but à atteindre dans la Loi fondamentale de 1949, loi qui désignait également Berlin comme la capitale de l'Allemagne ; Bonn n'a jamais été que le siège des institutions de l'Allemagne de l'Ouest.

20 ans après la Chute du mur, une seule logique n'est pas à l'œuvre pour expliquer les événements.

Certaines faiblesses de la politique adoptée ont été perçues très tôt. Concernant l'union monétaire allemande, le taux de change entre le mark ouest-allemand et est-allemand devait donner un signal fort de valorisation psychologique de l'Est, mais il ne correspondait pas du tout à la valeur économique réelle du pays. Parmi les décisions qui ont pesé sur la réunification, il faut aussi citer la persistance pendant longtemps de salaires plus faibles en RDA au motif que la productivité y était moindre qu'en RFA. Cela a contribué au départ de nombreuses personnes jeunes et/ou qualifiées de RDA. Par ailleurs, les « Buschprämien » (« primes de brousse ») accordées à des Allemands de l'Ouest bien formés partant en RDA, pour compenser l'absence d'infrastructures et l'éloignement de chez soi, ont été mal perçues à l'Est. Les habitants étaient certes reconnaissants de l'aide et des capitaux apportés mais ils ont rapidement vu augmenter le chômage qui n'existait pas auparavant.

En 1949, la RFA s'était reconstruite sur le succès économique et l'internationalisation des

entreprises. Les premiers réflexes de la société ne sont pas politiques, mais comptables et économiques. Ainsi, on a rapidement calculé que la réunification « allait coûter cher » - ce qui a d'ailleurs pu choquer les étrangers qui demandaient souvent : « Mais vous n'êtes pas heureux de la réunification ? » Le fait est que les transferts de la RFA vers la RDA ont été immenses, de l'ordre de 150 milliards de deutschemarks par an, afin de subventionner le développement des infrastructures, les investissements et les budgets sociaux, au détriment de l'emploi.

4. Malgré la réussite de la réunification, la division entre les deux Allemagnes a-t-elle laissé des traces ?

La réunification a entraîné une différenciation à laquelle les Allemands sont peu habitués. En RFA, il était sous-entendu que le niveau de développement et de richesse dans tous les Länder devait être plus ou moins semblable. Avec la réunification et les conséquences économiques et politiques de l'assainissement des finances publiques, notamment depuis la réforme Agenda 2010 de Gerhard Schröder, les inégalités ont augmenté. Ceci est vrai autant sur le plan démographique (avec un fort impact économique, social et budgétaire du vieillissement et du départ de nombreuses personnes dans certains Länder de l'Est) que sur le plan social. Actuellement, 13% de la population allemande vit sous le seuil de pauvreté et un enfant sur six grandit dans la pauvreté ! Ces nouvelles inégalités sont accélérées par les effets secondaires de la mondialisation qui impose une autre division du travail et une compétition à une échelle auparavant inconnue.

Il faut ajouter que certes, il y a des éléments de division et de différence qui persistent. Mais il y a aussi une fusion invisible qui a eu lieu : on a calculé que depuis 1989 près de 2 millions d'Allemands de l'Est ont quitté leurs régions natales pour vivre et travailler à l'Ouest.

5. Sur un plan plus personnel, vous avez grandi dans ce que, dans votre livre « Berlin-Ouest », paru en septembre dernier, vous appelez une « île au milieu de la RDA ». Est-ce que cette insularité a contribué à forger une identité spécifique aux Berlinois de l'Ouest ? Est-ce que vous étiez conscients de votre singularité ?

On ne peut nier l'existence d'une identité spécifique aux Berlinois de l'Ouest, qui s'estompe certes, mais qui perdure. Berlin-Ouest était physiquement éloignée de l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi psychologiquement à distance. La division n'a toutefois pas changé le visage de la ville.

Entre 1870 et 1920, on a assisté à Berlin à une multiplication par 5 du nombre d'habitants, à un déchaînement d'activités : la ville vivait des apports de l'extérieur. La bourgeoisie était peu développée, ce qui peut expliquer ses comportements ostentatoires et un manque de courtoisie qui désarçonne souvent les étrangers.

De 1945 à 1961, la ville n'était pas réellement enclavée, mais apparaissait de plus en plus isolée. Elle était perçue comme une ville à « alimenter » par obligation. Ainsi, à partir du blocus de 1948-1949, tout courrier en Allemagne de l'Ouest portait, à côté du timbre classique, un timbre dénommé « Notopfer Berlin » pour soutenir Berlin-Ouest. La ville s'était trouvée dans un état de pauvreté totale à la fin de la guerre, et l'isolement géographique à l'intérieur des terres de la zone d'occupation soviétique, qui allait devenir la RDA, n'allait pas faciliter son redressement économique.

Après la guerre, Berlin était un centre industriel non stratégique, avec des industries de

fourniture, mais sans centre de décision ni laboratoire de recherche, ce qui explique que les élites étaient peu nombreuses.

Ce n'est qu'au début des années soixante que le plein emploi a de nouveau été atteint à Berlin - bien après la RFA où le miracle économique battait son plein depuis les années cinquante. Après la construction du Mur, il a fallu vivre en s'adaptant aux circonstances : il n'existait plus de marché de proximité pour se fournir ni pour écouler les produits.

Willy Brandt, maire de la ville à cette époque-là, a mis en place une politique d'investissement et de subvention qui a mené Ingeborg Bachmann à parler « d'agonie subventionnée ». La corruption se développait à pas de géant. La spéculation immobilière comptait parmi les activités principales de la ville.

Cette déchéance économique avait un effet secondaire intéressant : quant la mafia du bâtiment s'est mise à la recherche d'un passe-temps prestigieux, elle a découvert les joies du mécénat, contribuant par là au développement d'une création artistique très forte à Berlin, qui demeure actuellement.

6. Alors que l'Allemagne a longtemps été marquée par « le poids de son passé », elle semble désormais prendre « conscience d'elle-même ». Maints observateurs indiquent que, pour comprendre l'Allemagne d'aujourd'hui et à venir, il convient d'abord d'appréhender les grandes mutations récentes qu'a connues ce pays tant dans le domaine diplomatique que culturel ou économique ? Qu'en pensez-vous ?

Quand on parle du « poids du passé », il faut s'interroger sur le passé dont on parle. La responsabilité du génocide juif n'a jamais été remise en doute par aucun parti de gouvernement.

Quant à la réaffirmation de l'Allemagne, il faut veiller à se détacher du contexte français. Avant, la France était un partenaire stratégique de premier plan et l'Allemagne s'inclinait devant les desiderata politiques français. Ce n'est plus le cas depuis la fin de l'ère Kohl et l'arrivée de Schröder en 1998. L'Allemagne avait à cette époque une politique et une ambition européennes beaucoup plus prononcées qu'actuellement. Mais cette évolution est-elle le fait de l'Allemagne ? Ou correspond-elle à un ensemble de circonstances faisant que l'Allemagne n'a pas intérêt à aller plus loin, et ne le pourrait pas de toutes façons car les autres Etats membres ne sont pas prêts à suivre ? Cette évolution peut aussi venir d'éléments extérieurs tels que la mondialisation, la dépendance énergétique à l'égard de la Russie - ou encore les référendums négatifs sur le traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas en 2005 qui avaient mis fin à la grande initiative européenne d'un projet de Constitution, rendue nécessaire par la mésentente franco-allemande lors du traité de Nice en 2001. Les racines du désenchantement européen remontent donc à loin.

Dans sa vision de l'Union européenne, l'Allemagne ne souhaite ni renoncer, ni aller plus loin ; elle choisit le *statu quo*, qui lui est favorable. En effet, elle sait qu'il faut tenir compte dans l'Union européenne des mécanismes décisionnels et de la multitude d'intérêts des 27 Etats membres. Étant un pays fédéral habitué au compromis, l'Allemagne est lucide sur la difficulté de parvenir à des compromis au sein de l'Union européenne.

7. La victoire de la CDU lors des élections législatives du 27 septembre dernier s'accompagne d'un changement de coalition (CDU/CSU-FDP) en Allemagne. Dans ce contexte, sur le plan européen, de nouvelles initiatives gouvernementales devraient être annoncées en Allemagne et en France à

l'approche du 20^{ème} anniversaire de la Chute du Mur de Berlin. Quelle pourrait être, selon vous, LA grande initiative qui pourrait symboliser l'amitié franco-allemande ?

Il a toujours existé des tentatives de relance. La France semble vouloir profiter du redémarrage politique pour se positionner dans un partenariat stratégique franco-allemand, et s'assurer ainsi qu'elle ne sera pas mise à l'écart. Mme Merkel et M. Sarkozy se connaissent un peu désormais et savent où sont leurs terrains d'entente ou de mésentente.

Dans la relation franco-allemande, malgré la coopération entre les institutions des deux pays qui est rodée, il existe non seulement un problème linguistique, mais aussi une dissymétrie insurmontable. Il est difficile de trouver des structures communes pour se réunir à des niveaux importants car les logiques administratives et politiques sont de nature différente. Ainsi, les recteurs d'Académie française, c'est-à-dire des fonctionnaires, peuvent avoir à se réunir avec des ministres de l'Éducation des Länder, c'est-à-dire des hommes politiques, l'éducation relevant des compétences des Länder. Inversement, le ministre de l'Éducation nationale en France peut se trouver face à quelqu'un qui n'est à ses yeux qu'un dignitaire régional insignifiant, alors qu'il représente l'ensemble des 16 ministres de l'éducation allemands. C'est inextricable.

La relation franco-allemande est un éternel recommencement. Il n'y a pas de secrets : pour fonctionner, le couple franco-allemand doit continuer à multiplier les rencontres entre les responsables politiques et les échanges mais aussi promouvoir la mobilité tout en restant attentif aux autres qui se méfient d'un couple qui voudrait être un but en soi. Ainsi, de temps à autre, il y a des idées intéressantes qui émergent.

Propos recueillis par Mathilde Durand, chef de projet et responsable du dialogue franco-allemand à la Fondation Robert Schuman, et revus par l'auteur.